



Une rentrée toujours plus chaude !

Alors que le premier ministre et son équipe viennent de faire leur show devant les caméras lors du rituel de la rentrée scolaire, les perspectives de luttes pour ce mois de septembre ne font que s'accroître.



La grève des urgences prend de l'ampleur avec près de 2/3 des hôpitaux concernés. Les médecins se joignent au mouvement et la ministre court après une lance à incendie perforée de toutes parts. La santé continue de payer le prix fort de politiques libérales ! Comme les pénuries de médicaments qui viennent aggraver la situation de millions de malades. En cause, des grossistes qui préfèrent vendre à des pays qui «paient mieux», des labos qui délocalisent des productions à flux tendus et à bas coûts dans le Sud-Est asiatique, multipliant ainsi les causes de rupture liées aux incidents techniques ou sanitaires.

Et « en même temps », les actionnaires touchent toujours plus de dividendes (1430 milliards de dollars versés par les plus grands groupes). 51 milliards de dollars versés par les entreprises du CAC40 en France. Un montant en progression de 23,6% sur un an. C'est du jamais vu sur le sol français. Une hausse quasiment deux fois plus importante que celle observée au niveau mondial (12,9%). La France se situe au deuxième rang derrière les États-Unis et devant le Japon !

Mais cela ne suffit pas ! D'autres services ou biens publics sont menacés, comme les projets de privatisations d'ADP ou d'ENGIE. ADP est pourtant notre bien commun et rapporte à l'état des sommes considérables. Le fond d'innovation prévu par cette privatisation n'a donc aucun sens économique ! Visiblement, le précédent de Toulouse-Blagnac n'a pas encore été pris en compte.

Signez pour soutenir le [Référendum d'Initiative Partagée](#) !

Cliquez [ici](#) pour consulter le tutoriel en ligne...



Cliquez sur l'affiche...

La réforme des retraites (<https://reforme-retraite.info>) est aussi un autre enjeu majeur pour cette rentrée. Et ce n'est pas l'opération de communication qui changera le fond de la stratégie du gouvernement qui, une fois de plus, va tenter d'enfumer la population par de pseudos consultations ! Le gouvernement propose que la valeur des points acquis – et donc le montant de la pension – soit déterminée seulement au moment du départ en retraite, en fonction de l'espérance de vie, du nombre de retraité·e·s et de la situation économique.



Cliquez sur l'affiche...

L'objectif de la réforme est donc de bloquer définitivement la part des richesses que nous affectons

collectivement à nos retraites, au mieux à son niveau actuel, 14 % du PIB. Sauf qu'avec le papy-boom et l'allongement de la durée de vie, le nombre de retraité-e-s augmentera de 35 % d'ici 2050. Pour que les comptes soient équilibrés, le montant de nos retraites serait donc automatiquement revu à la baisse. Les retraites par capitalisation sont par ailleurs risquées et peuvent s'évaporer en cas d'effondrement boursier. Elles contribuent à la financiarisation de l'économie, détruisent de l'emploi et alimentent la spéculation au détriment de nos entreprises et de notre travail.

Quant à l'AFPA, elle pourrait concentrer la majorité des problématiques soulevées : toujours moins d'accès à la formation et donc aux services publics, toujours plus de stratégies individualistes et inégalitaires pour pouvoir bénéficier de leviers face au chômage ou à la précarité, toujours plus d'économies à faire endosser par les salariés alors que d'autres sont exonérés de leur responsabilité quant à la situation actuelle.

De fait, le combat continue pour que vivent nos services publics, pour que vive l'AFPA, pour que ses salariés puissent continuer d'exercer leurs missions dans de bonnes conditions avec une juste reconnaissance de leurs efforts.

Force est de constater que l'audition de la DG par la commission des affaires sociales accentue la prise de conscience et l'engagement de plusieurs députés contre un plan vide de stratégie de développement et de garanties pour l'accès à la formation dans les territoires. Même certains directeurs jusque-là muselés commencent à sortir du bois pour dénoncer l'ineptie de ce plan. Peut-être que la langue de bois utilisée par la DG dans son dernier mail finit par lasser ?

La liste des centres sauvés de la fermeture doit se poursuivre ! L'AFPA a besoin d'activité et de moyens pour se développer ! Pas de vaines stratégies budgétaires qui consistent à vider l'océan avec une petite cuillère, au détriment des salariés et des usagers ! Ce plan mortifère ne sauvera pas l'AFPA ni le personnel restant ; la CGT restera toujours présente et combative pour obtenir de vraies solutions pour toutes et tous que les salariés partent ou restent.

AGENDA DES GRÈVES ET MANIFESTATIONS :

20, 21 et 27 sept : manifestations pour le climat et la paix : pour éviter les catastrophes écologiques, sociétales et sociales, il nous faut gagner d'autres modes de développement, de production et de consommation !

24 sept : journée de grève et manifestations pour la défense des retraites, l'augmentation des salaires, du SMIC à 1800 euros bruts, l'égalité femme/homme, la défense des services publics.



Une rentrée toujours plus chaude !

Montreuil, le 11 septembre 2019

•
•

[Vidéo : SUD et CGT décryptent le message de la DG du 16 juillet 2019](#)

Partager sur Facebook

Twitter